



Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux
Observatoire Social Tunisien

CAHIERS DU
FTDES N°7

Marginalité sociale, marginalité spatiale.

Entre intégration, régulation et mise à l'écart.

Coordination : Cyrine Kheder

Septembre 2022

La vocation agricole et la marginalité territoriale au Nord-ouest Tunisien : avantages comparatifs ou une division nationale de travail inégalitaire ?

*Sofien Aloui*¹²¹

Résumé

Selon un rapport de l'Institut National de Statistiques (INS), la contribution économique de la région du Nord-ouest (NO) est évaluée à 7.2% du PIB national (INS 2021). Une contribution faible qui dénote d'une marginalité régionale économique, sociale et territoriale. Les faibles indicateurs socioéconomiques et démographiques en témoignent. Est-ce un simple retard de développement à rattraper ou plutôt une réalité complexe et structurelle qui touche toute l'organisation de l'espace national ?

Après un bref survol théorique de la question de marginalité spatiale, l'article se penche sur l'examen de la contribution économique de la région dans l'économie nationale et essaie de démontrer les limites du pari sur la vocation agricole comme seul atout de développement. Ensuite, c'est la portée de la crise démographique qui est exposée pour aboutir enfin à la dimension territoriale de la marginalité locale et régionale et les limites des voies spécifiques de développement proposées.

Mots- clés : Nord-ouest Tunisien - vocation agricole - marginalité territoriale

Abstract

According to an INS report, the economic contribution of the NW region is estimated at 7.2% of national GDP (INS 2021). This low contribution

¹²¹ Enseignant chercheur, Université de Jendouba.

indicates a regional economic, social and territorial marginality. The weak socio-economic and demographic indicators bear witness to this. Is it a simple development gap that needs to be filled or rather a complex and structural reality that affects the entire organization of the national space?

After a brief theoretical overview of the issue of spatial marginality, the article examines the economic contribution of the region to the national economy and attempts to demonstrate the limits of the bet on the agricultural vocation as the only asset for development. The paper then examines the scope of the demographic crisis and concludes with an analysis of the territorial dimension of local and regional marginality and the limits of the specific development paths proposed.

Keywords: North-west - Agricultural vocation - territorial marginality

Introduction

Plusieurs indicateurs socioéconomiques placent la région du Nord-ouest à une situation de marge ou de périphérie par rapport à l'axe littoral et son espace métropolitain. Nous pouvons citer entre autres l'indice de développement régional, le chômage, la pauvreté ; solde migratoire ; dépenses annuelles par ménage et par personne et tant d'autres indicateurs. Les écarts se creusent davantage et donnent à la région un aspect de perdition et de « mal développement ». D'ailleurs, ce constat devenu chronique s'étale pour englober toutes les régions de l'intérieur à l'Ouest du territoire national. Pourtant, derrière cette apparence, se cache bel et bien des dynamiques à l'échelle locale opposant plaine et montagne, l'espace frontalier et les autres sous-régions à l'est, rural et urbain, centres ruraux et marges, chefs-lieux et autres localités. Tant de clivages qui s'interfèrent et relèvent des rythmes de développement différents voir même paradoxaux. La déprise côtoie la résilience et la misère côtoie des îlots de prospérité. Mais ces rythmes différentiels n'arrivent plus à renverser les tendances lourdes de la marginalité régionale globale. Derrière cette image globale de marginalité, **l'approche spatiale et territoriale** permet de dévoiler un emboîtement d'échelles de la marginalité et suivre les dynamiques socio-spatiales en cours. C'est l'intention de cette étude qui cherche à analyser les processus de marginalisation de la

région du Nord-ouest dans leurs spatialités et leurs temporalités et à comprendre les blocages de développement à dimension territoriale malgré les efforts consentis depuis l'indépendance.

L'analyse proposée aborde en premier lieux l'aspect théorique de la marginalité spatiale et son vocabulaire. Ensuite c'est le poids économique de la région du NO et la réalité de sa vocation agricole qui est examinée pour déboucher enfin sur l'étude de la marginalité sociale et territoriale.

I- Marge, marginalité et marginalisation : la dimension spatiale

La marginalité traduit une réalité polymorphe, complexe et génère des représentations socio spatiales multiples. Il est fort utile de distinguer dans le champ sémantique de la marginalité entre « marge » comme un état et une catégorisation dans un référentiel spatial, « marginalité » comme une réalité vécue et représentée (éminemment sociale) et enfin « marginalisation » comme un processus à diverses temporalités et spatialités. La marge change de sens d'une discipline à l'autre : ce qui est socialement marginal ne l'est pas évidemment spatial. On peut être marginal au centre et non-marginal en périphérie. C'est ce modèle de centre / périphérie qui prévaut en géographie pour analyser la marginalité.

La marge prise dans sa dimension spatiale (BAILLY A S. et al.1983) traduit une discontinuité, un écart et une limite voire une frontière là où prime le local et se font jouer les règles de délimitation de découpages et de régionalisation entre plusieurs structures spatiales et plusieurs modes d'appropriation. La limite peut prévaloir comme un obstacle rigide, une liaison et une interface ou un espace intermédiaire selon l'abondance des ressources et les rapports sociaux et politiques. Deux logiques d'interactions spatiales de la marge par rapport au centre sont en gestation continue : centrifuge ou centripète. Ces deux logiques de forces influencent les trajectoires, les flux, la mobilité et la mobilisation des ressources. Si les forces centrifuges l'emportent, c'est une certaine autonomie qui va prévaloir avec un certain repli et/ou une résistance face aux autres composantes du territoire. Si ce sont les forces centripètes qui l'emportent, c'est la dépendance et l'intégration à un ordre spatial environnant qui « détermine » le sort de la marge. Dans tout état

de causes, cette marge n'est pas figée et développe ses propres dynamiques de régulation et d'adaptation aux contraintes et aux mutations et forge ses propres logiques de territorialisation et d'appropriation des ressources. Dans ces dynamiques, se jouent les effets de proximité soit géographique ou sociale et se nouent les tissus identitaires de repli sur soi-même ou d'ouverture. Des systèmes de régulation voire de survie se constituent, comme le développement du commerce contrebandier, l'entretien des terroirs autour des ressources territoriales ou le maintien des systèmes de production autarciques, assurant la reproduction simple et la fonction refuge de l'économie locale.

La marginalisation est un processus qui s'inscrit dans le temps moyen à long et répond à des temporalités différentes à la fois physiques et anthropiques, mais qui a tendance à l'accélération sous l'effet des mutations spatiales qui secouent les territoires. Ce processus est inhérent aux mécanismes de territorialisation, de déterritorialisation et de leur recomposition territoriale. De ce fait, la marginalisation semble être ni fatalité ni processus irréversible, et répond à un emboîtement d'échelle qui rend le sort des lieux éminemment tributaire de leur propre dynamique, des influences subites et en interaction avec l'environnement global. Ce rapport au global est générateur de coopération, d'intégration d'interconnexion, de mise en valeur et de multiplication de ressources. Il est aussi porteur de conflits, de pillage, d'inégalités et d'écarts.

Ainsi, les inégalités territoriales (régionales ou locales) ne sont pas un accident dans le territoire, mais une dynamique intrinsèque au fonctionnement du système territorial. Toutefois, l'accentuation des inégalités peut à terme déboucher sur une « fracture territoriale » et compromettre la cohésion sociale en intensifiant les perceptions d'exclusion et de frustration. Ce sont ces inégalités et surtout les représentations que font les acteurs sociaux à leurs propos qui exacerbent les rapports conflictuels et de résistance et génèrent la protestation.

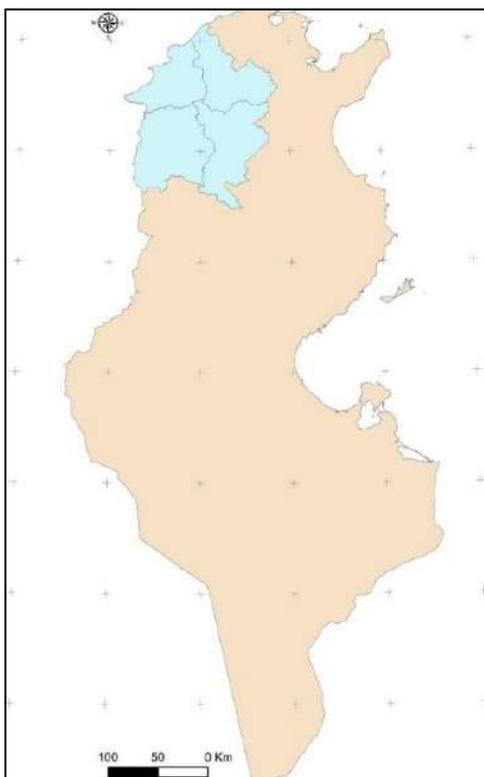
En Tunisie, c'est dans la marginalité spatiale que se creusent les écarts et se manifestent les inégalités à un rythme qui devient « inacceptable ». Ce rythme se fait repérer à l'échelle régionale et à l'échelle locale. A l'échelle régionale, apparaît un gradient de développement d'Est vers l'Ouest avec une concentration de la richesse et de la population sur l'axe littoral et des faibles

valeurs pour les indicateurs socio-économiques pour les régions intérieures en l'occurrence celles qui se situent dans la bande occidentale frontalière. A l'échelle locale, la marginalité spatiale présente des configurations spatiales plus complexes et plus disparates au sein même des centres urbains en rapport avec la structure économiques et les dynamiques qui en découlent. La région du NO est considérée dans cette organisation de l'espace nationale comme périphérique et marginale. Nous proposons dans ce qui suit l'examen des signes et des répercussions de cette marginalité sur la compétitivité territoriale.

II- Poids économique de la région du NO

II-1 Faible poids économique

Avant d'entamer l'analyse et l'identification des aspects de la marginalité au sein de la région du NO, nous tenons à préciser que cette région couvre les gouvernorats suivants : El Kef, Jendouba, Siliana et Béja. La zone d'étude retenue dans ce cadre d'analyse obéit à un critère administratif (carte 1).



Carte .1 : Localisation de la région du NO

La région du Nord-ouest répond à un découpage administratif relativement récent et à une régionalisation qui combine individualisation naturelle et réalité socio-économique et qui caractérise le contraste spatial du Nord de la Tunisie entre l'Est et l'Ouest. Elle regroupe quatre gouvernorats à savoir Jendouba ; Kef ; Beja et Siliana. L'appellation ne dispose pas d'identité (continuité) historique propre malgré l'ancrage territorial de la population et le poids de l'histoire sédentaire de cette région.

Pour l'estimation du poids économique de la région du NO, on dispose d'un document officiel récemment publié par l'INS en 2021 intitulé *Estimation du produit intérieur brut par grandes régions : principaux résultats*. Il en ressort de l'étude que la contribution économique évaluée en termes monétaires globales est à la valeur de 6503.3 MD et représente 7.2% du PIB national contre 35.9 % du Grand Tunis ; 23% pour le CE (centre-est CE) ; 13.5% pour le NE (nord-est NE). D'autant plus la région est devancée par la région du SE (sud –est SE) avec 7.8% et le CO (centre –ouest CO) avec 7.3%. Une faible contribution qui semble se contredire paradoxalement avec la réputation de richesse en termes de ressources naturelles mais qui colle avec une organisation de l'espace national fortement inégalitaire et littoralisée (Belhedi A.2012).

Cette contribution économique est assurée pour l'essentiel par l'agriculture et la pêche à valeur de 19.5% du secteur au niveau national puis, les activités non marchandes (administration) 11% et les activités marchandes à 6.6% (fig1). La part de l'industrie manufacturière est très faible de la valeur de 3.5% dans la contribution sectorielle nationale. La région qui semble maintenir une vocation agricole de renommée est devancée par la région du Nord-est (NE) à titre de 23% dans sa contribution du secteur agricole. Ce rang de deuxième place interpelle la nature de la compétitivité territoriale et sectorielle de l'agriculture du NO. En fait, c'est le degré d'intégration au marché et le degré de capitalisation qui se traduisent par des poids spéculatifs de filières différenciées entre les deux régions (à titre d'exemple dans l'élevage et l'arboriculture). Si on se limite au critère d'accès au marché et en l'occurrence à l'industrie agroalimentaire, on constate que cette dernière contribue à base 19.7% pour la région du NE et de 3.5% uniquement pour le NO. C'est un jeu de proximité négatif qui joue à l'encontre du secteur agricole

au NO et affaiblie sa compétitivité territoriale régionale d'une façon structurelle.

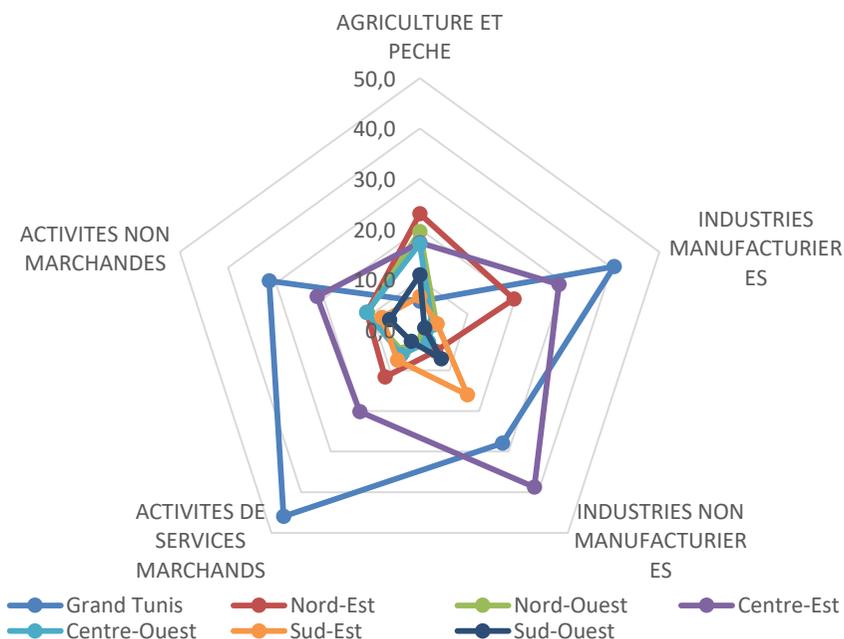


Fig.1 : Contribution des régions dans chaque secteur d'activité en Tunisie en 2016 (%)

Source : INS 2021

La structure interne de la contribution économique de la région du NO (Fig. 2) est dominée par les activités de services marchands à titre de 33% et les activités non marchandes (services d'administration publiques) de 31%. La part de l'agriculture et la pêche est de 27%. La contribution de l'industrie occupe la portion congrue avec 9% répartie entre 7% pour l'industrie manufacturière et 2% de l'industrie non manufacturière. La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière est assurée surtout par l'industrie du câble à titre de 4%. La faible part de l'industrie non manufacturière (2.4%) s'explique par la crise de l'activité minière et la fermeture de plusieurs mines depuis les années quatre-vingt. Cette structure économique présente plusieurs carences et faiblesse en termes de création de richesse, d'accumulation, d'intégration économique, d'employabilité et de compétitivité territoriale.

La structure interne de la contribution économique de la région du NO (Fig. 2) est dominée par les activités de services marchands à titre de 33% et les activités non marchandes (services d'administration publiques) de 31%. La part de l'agriculture est la pêche est de 27%. La contribution de l'industrie occupe la portion congrue avec 9% répartie entre 7% pour l'industrie manufacturière et 2% de l'industrie non manufacturière. La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière est assurée surtout par l'industrie du câble à titre de 4%. La faible part de l'industrie non manufacturière (2.4%) s'explique par la crise de l'activité minière et la fermeture de plusieurs mines depuis les années quatre-vingt. Cette structure économique présente plusieurs carences et faiblesse en termes de création de richesse, d'accumulation, d'intégration économique, d'employabilité et de compétitivité territoriale.

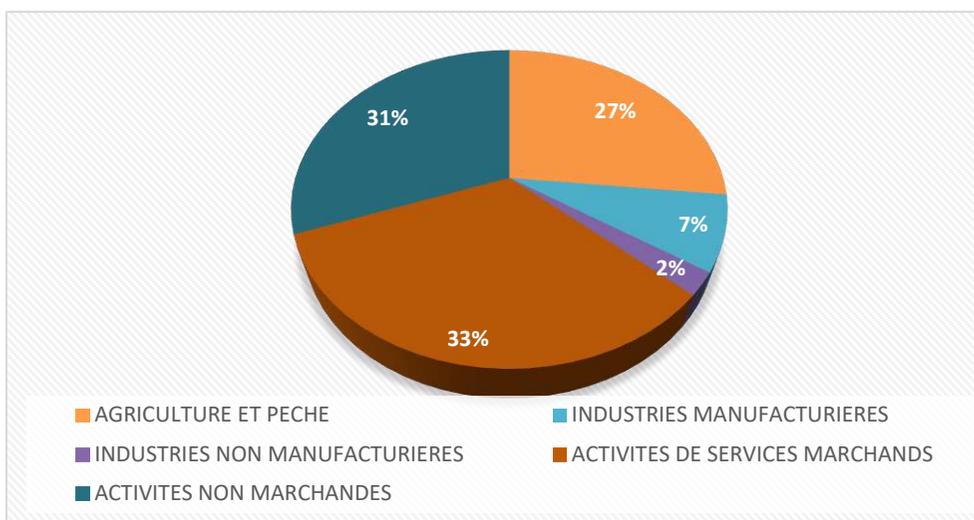


Fig. 2 : Structure de la valeur ajoutée par secteurs économiques au NO en 2016 (%)

Source : INS 2021

II-2 Le NO et la vocation agricole : quelle place pour le NO au sein des dynamiques en œuvre ?

La région du Nord-Ouest reste marquée par une vocation agricole et une « hyper ruralité » par rapport au niveau national et à l'axe littoral avec un taux d'urbanisation faible de 41% (le niveau national est de 67%) et un taux d'activité dans l'agriculture de 34% (le niveau national est de 14%) en 2018.

Cette vocation agricole est ancestrale et s'est affirmée lors de la colonisation. Elle marque de tout temps le paysage et le rapport de la population à la terre. Les mutations du territoire national après l'indépendance et les politiques de régionalisation successives adoptées par l'Etat n'ont fait que cristalliser la donne sans pour autant doter la région d'une capacité de valorisation manufacturière locale de la production agricole et une diversification du tissu économique capable de contrarier et compenser sa saisonnalité structurelle.

L'espace agricole au Nord-Ouest, malgré l'apparence d'un certain conservatisme dans les systèmes de production dominés par la céréaliculture et les modes extensives, a subi des mutations profondes. Les logiques des acteurs sont régies par les idéologies dominantes d'un modèle de modernisation initié par la colonisation et repris après l'indépendance par L'État. L'adoption du même modèle est reprise par l'État indépendant qui a discrédité la montagne et les versants jugés difficiles peu productifs et trop chargés en densités (Gammar A M.2019). Les interventions dans les zones de montagne et forestières ont pris un caractère social en parallèle avec une politique de conservation du milieu reléguant la stimulation de la production en dernier ordre de priorité. Pourtant, l'enjeu démographique social et environnemental est d'une grande ampleur. Ces zones de montagne abritent 620.000 habitants en 2018 ; couvrent 63% de la superficie ; 46% de la population, 57% des secteurs (imadats). Le foncier est sujet à un important émiettement parcellaire avec 78% des exploitations de moins de 5 ha et de 9 parcelles par exploitation (0.62 ha en moyenne). Les paysans sans terre sont de 28% des exploitants. C'est un monde rural sous crise profonde et à l'ombre d'un encadrement politico-administratif, économique et social réel. Des 1981, l'État a du créé l'Office de Développement Sylvopastoral du Nord-Ouest (ODESYPANO) pour mener des interventions qui se trouve régi par des tris sélectifs au niveau du choix des zones jugées prioritaires pour lutter contre l'érosion et préserver les parcours. De 1981 à 2003, l'ODESYPANO intervenait d'une façon directe dans la gestion des projets, mais à partir de 2003 c'est l'approche participative qui est prônée, déguisant un désengagement de l'État qui devient un intermédiaire avec les ONG et les bailleurs de fonds dans les projets en cours de réalisation.

En effet, les efforts d'investissements se sont concentrés dans les plaines autour des fermes du secteur organisé héritées de la colonisation, sous

différents statuts juridiques et dans les périmètres irrigués (100.000 ha) dans le cadre d'une politique nationale de régionalisation des transferts locaux et régionaux de la ressource hydrique entre le château de l'eau de la Tunisie (le Nord-Ouest) et les régions déficitaires des régions du littoral. Le bilan reste mitigé mais une mutation profonde des paysages et des pratiques de l'espace (production ; reproduction et mobilité) a vu le jour (Aloui S. 2016). Les fermes du secteur organisé, à des degrés divers, et les périmètres irrigués ont fonctionné comme des foyers d'innovation et de diffusion de l'intensification par effet d'entraînement et de proximité. Ceci s'affirme surtout dans la conversion vers l'élevage laitier avec la diffusion des nouvelles races pures importées ; les modes de stabulation, le regain d'intérêt pour les fourrages et l'amélioration nette des revenus qui en découlent pour les exploitations et les territoires qui ont adhéré au processus de « modernisation » de l'activité.

Après l'achèvement de l'installation des grands ouvrages de mobilisation de l'eau (barrages et PPI) qui ont constitué l'essentiel des investissements alloués à l'hydraulique agricoles (40%), l'investissement dans la région semble atteindre du moins sa limite ou son essoufflement face à une réticence marquée de l'investissement étranger et privé. La part du Nord-Ouest dans la répartition des investissements directs étrangers IDE n'est que de 3.5% en 2018 et sa part avec le Centre-Ouest dans l'ensemble des investissements n'est que de 12% pour la période 1992-2011. La part dans l'investissement agricole régional n'est que 12% en 2018. Avec le PASA (Plan d'ajustement structural agricole), le désengagement de l'État et la politique de privatisation du foncier étatique, la région devrait désormais compter sur ses propres moyens locaux en matière de développement des capacités de valorisation de ses ressources et sa compétitivité territoriale basée entre-autres sur sa vocation agricole ; ses avantages comparatifs et ses ressources territoriales spécifiques. Dans ce sens la filière laitière semble jouer le rôle de fer de lance si on prend en considération le potentiel fourrager ; la qualité du produit ; la disponibilité de la main d'œuvre agricole et d'autres atouts du capital environnemental régional.

Le Nord-Ouest contribue dans la production agricole nationale avec un seuil de grande envergure : 40% de la production des viandes, 54% des céréales, 30% de la production laitière et 18% de la production maraîchère en 2018. Ainsi, la production animale s'affirme-t-elle comme une activité de

premier rang et de potentiel productif d'envergure nationale. Toutefois, il faut noter le faible taux de conversion vers l'élevage de race pure, le décalage net entre la production, la collecte et la transformation du lait par rapport au potentiel productif et en comparaison avec les autres régions. Avec une production de 367.000 tonnes, le réseau de collecte n'atteint que 195.500 tonnes soit 53% de la production contre un seuil national de 65%. La seule centrale laitière implantée à Boussalem depuis 1985 (LAINO devenue CNL filiale du groupe privé DELICE qui détient plus 60% du marché du lait en Tunisie) et d'une capacité de production de 105.000 tonnes n'absorbe que moins du quart de la production. Il y'a là un manque à gagner net pour la région et sa paysannerie. La marge de la production de la filière qui reste déconnectée des réseaux et des différentes mailles de la filière est absorbée par la consommation locale et les réseaux informels. Mais, une part non négligeable et difficile à quantifier de la production est transférée vers les centrales laitières et fromageries implantées en général sur l'axe littoral pour corriger les défaillances de qualité en matière de composition bactériologiques (Kammoun M. 2011). Ce transfert sélectif et « brut » de la production propre à la logique de filière plus ou moins a-territoriale contribue à l'absorption et la valorisation de la production laitière régionale mais la soustrait d'une rente de qualité et une labélisation officielle génératrice de compétitivité territoriale reconnue en AOC ou autres types de certification et de labelisation.

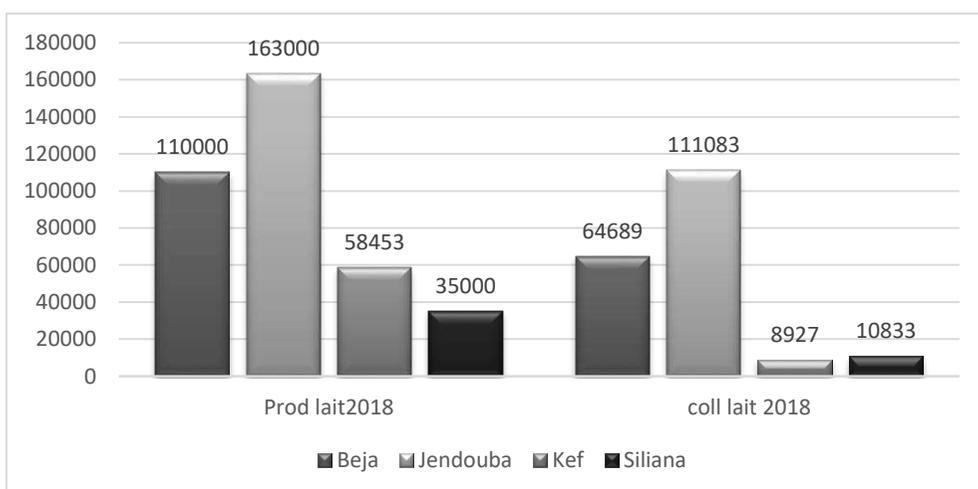


Fig. 3 : Production et collecte de lait au Nord-Ouest Tunisien en 2018

Source : ODNO 2018

La production laitière au Nord-Ouest se concentre dans deux gouvernorats les plus humides (Jendouba et Beja) avec 74% de la production et 90% de la collecte en 2018. Un bassin laitier s'affirme dans le couloir de Medjerda et afflue, dessinant un croissant spatial allant de la délégation du Kef Est à Mjez Elbab passant par Jendouba. Grâce aux réseaux de collecte, le bassin est en pleine extension et sa « ligne de crête » est de plus en plus poussée plus haut et plus loin vers les zones montagneuses les plus confinées. Cette extension du bassin laitier contribue à l'intégration d'une paysannerie qui se bat et résiste pour le maintien des exploitations de petites tailles et de faible capital en combinant des régulations complexes de l'agriculture familiale entre pluriactivité, mobilité et conversion hésitantes et presque forcées et risquées vers l'intégration marchande. Le réseau de collecte stimulé et subventionné par l'État assure une part importante de l'alimentation du bétail via les structures locales de collecte qui soustraient le coût à partir des ventes du lait et tend à se rapprocher d'une production hyper atomisée et disparate.

La vocation agricole pour le NO avec ses atouts et faiblesse reste imprégnée par une charge sociale. Une large frange de la population rurale en dépend directement ou indirectement dans ses revenus et dans l'autoconsommation. Elle assure pour eux une fonction refuge qui atténue l'impact de la pauvreté et redéfinit les représentations que font les paysans et les ruraux du rapport à la terre. Pour les autres, c'est une source de revenus complémentaires indispensable dans leurs systèmes pluriactifs.

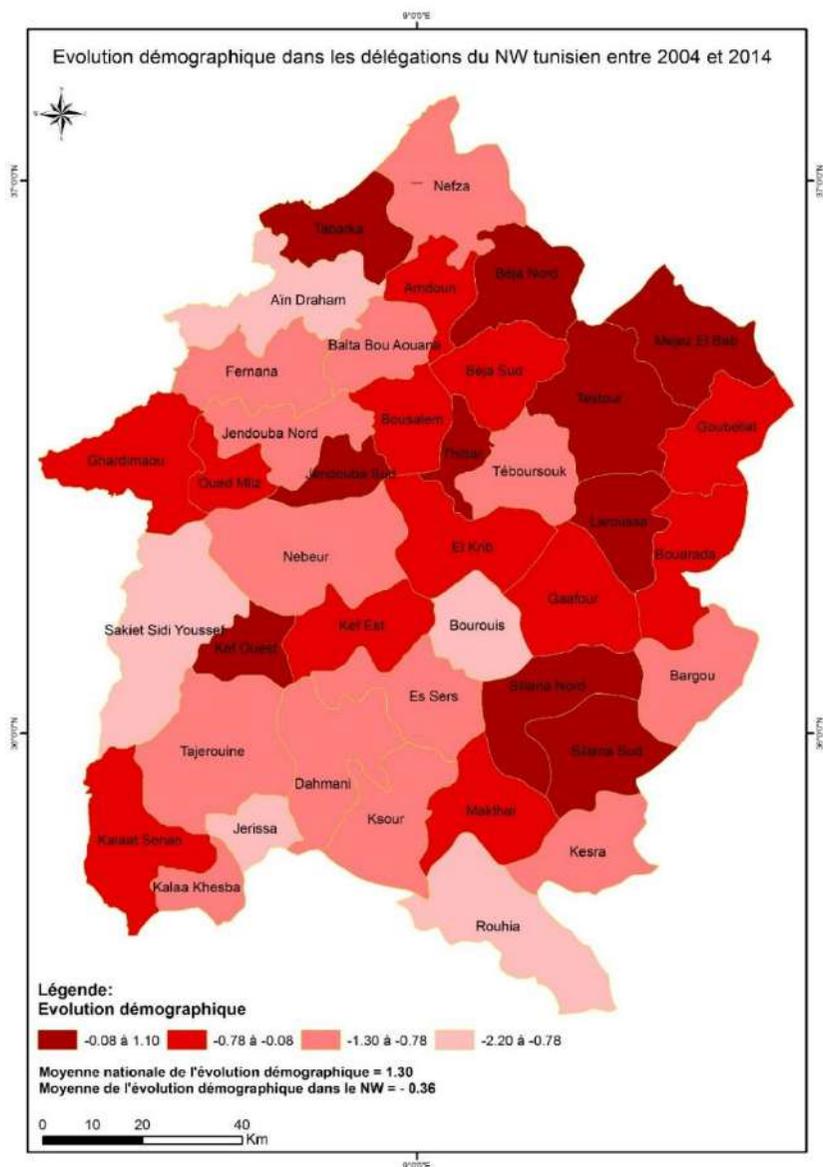
L'examen des indicateurs socio-économiques et démographiques permet d'éclaircir en mieux ses rapports complexes de la population à l'agriculture et à cette vocation agricole du territoire régional.

III- Une marginalité sociale régionale à découvert

Les indicateurs démographiques et socio-économiques révèlent une succession de difficultés et de pressions qui impactent profondément le rapport à la terre longtemps adossé à la vocation agricole paradoxale :

- Un solde migratoire déficitaire chronique et généralisé pour tous les gouvernorats de -36710 en 2014 ;

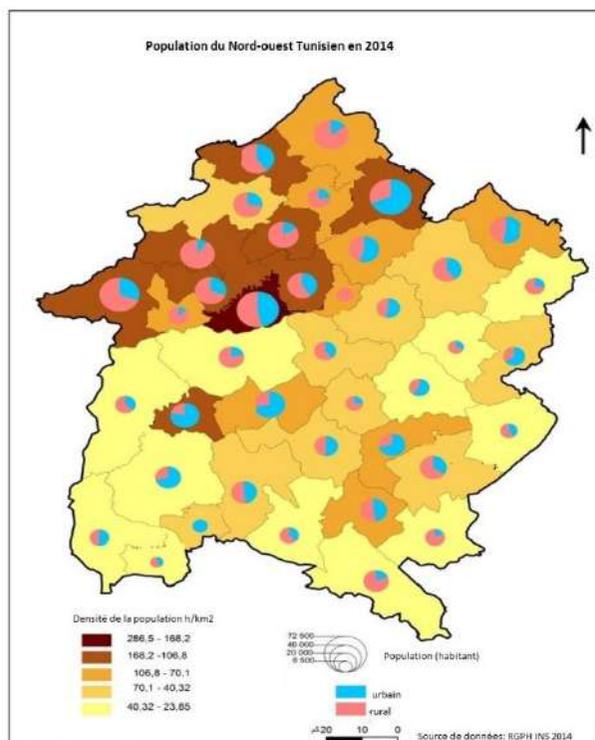
- Une croissance démographique négative avec -0.36 % contre 1.03% par an au niveau national ;
- Un taux de pauvreté régionale (25.8%) et locale qui atteint 45.4 % à Nebbeur et 40.7 à El-Rouhia, et un taux de chômage (16.7%) parmi les plus élevées en Tunisie (INS 2020).



Carte .2 : Taux d'accroissement annuel moyen par délégation du nord-ouest tunisien en 2014.

Il s'avère d'après l'analyse des taux annuels moyens de la région du NO que la croissance démographique négative est attestée dès le recensement de 2004. Ce recul enregistré en 2004 est consolidé et considéré comme tendance lourde qui devient de plus en plus prononcé en 2014 du fait d'une décharge conjoncturelle et une quête d'équilibre avec les ressources et la fragilité du milieu. Mais on est encore loin des signes de la déprise généralisée. Les densités restent élevées et dépassent 130 h/km² à Jendouba. Ceci concerne surtout le bassin de la Moyenne Medjerda (Jendouba et Beja) même si des signes de recul net du nombre des ménages sont enregistrés à Ghardimaou et Nefza. Toutefois des signes nets de déprise rurale se confirment dans la sous-région du Haut Tell.

La migration de départ est à nuancer par la complexité et les mutations de la mobilité et le phénomène de retour très peu explicite dans les statistiques. On peut en déduire l'ampleur dans la structure par âge de la population à travers le taux élevé de la strate des personnes de plus 60 ans 15.2% contre 11.7% au niveau national en 2018.



Carte 3 : Répartition de la population rurale et urbaine et densité par délégation en 2014.

Les aménagements hydro agricoles sur le territoire dans la plaine de Jendouba sont porteurs d'impacts et de dynamiques changeantes sur l'ensemble du territoire de la plaine de Jendouba. Ces effets sont décortiqués et analysés à partir d'un travail de thèse soutenue en 2016 (Sofien Aloui, 2016) où nous avons essayé de montrer l'effet direct du développement agricole sur la mobilité. On peut déterminer la temporalité de cet effet plus ou moins « fixateur » de la population à travers trois temps comme le montre le graphique suivant :

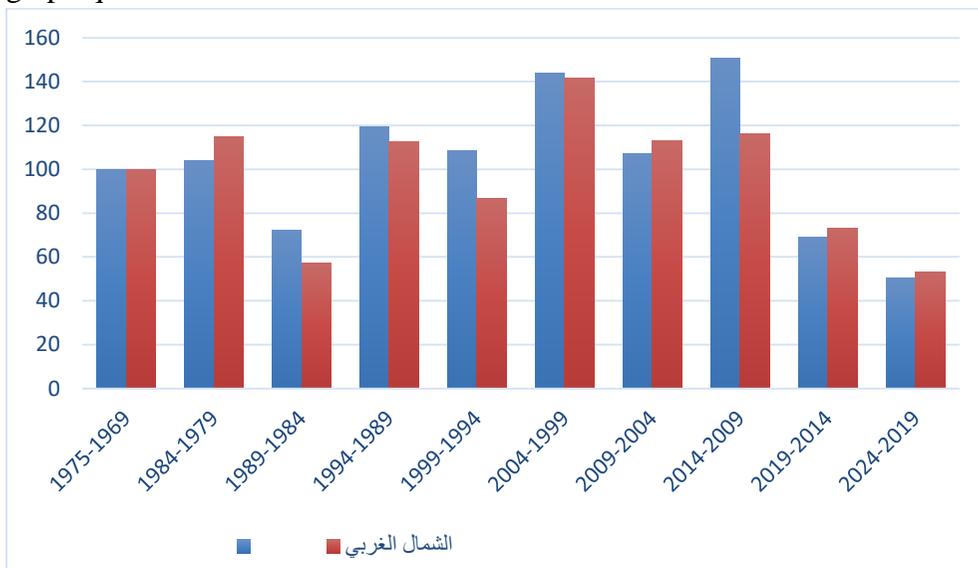


Fig.4 : Evolution de la Migration au NO et à Jendouba dès les années soixante-dix

Source : INS , Indice 100 : année 1969-1975

- **Le temps de l'absorption de l'explosion démographique** : Le développement des périmètres irrigués s'est étalé du début des années soixante-dix jusqu'à la fin des années quatre-vingt-dix et c'est une période de transition démographique marquée par des taux de croissance élevés. L'extension de l'irrigation a contribué à fixer une partie de la population jadis vouée au départ du moins dans la plaine aménagée.
- **Le temps de la pression (fin des années quatre-vingt)** : La forte croissance démographique qui a contribué à fournir une main d'œuvre agricole composée essentiellement de salariat saisonnière et d'aides familiaux s'est vite

transformée en vraie pression sur la terre, augmentant la consommation sociale peu productive. Des signes de dé-intensification et d'externalités négatives économiques et environnementales se sont manifestés.

- **Le temps de la décharge démographique** : Les années quatre-vingt-dix marquent un tournant engendré par le désengagement de l'État et une volonté d'insertion dans la mondialisation ainsi qu'un manque d'intérêt pour l'équilibre régional. Les difficultés des régions intérieures de vocation agricoles se multiplient et s'aggravent. Même les périmètres irrigués jadis îlots de prospérité arrivent mal à retenir leur population. Les anciens foyers et régions d'accueil surtout en Grand Tunis cèdent peu à peu la place à de nouvelles destinations vers le Centre Est.

La mobilité interne reste contrariée par l'enclavement et l'atrophie de l'entreprenariat locale et régionale ainsi que le faible taux d'équipement et les revenus des ménages.

Un accroissement démographique négatif généralisé pour tous les gouvernorats, affirmé lors du recensement de 2014, semble traduire une tendance lourde induite par un effet double : la migration et le recul important et précoce de la fécondité. On pouvait même avancer l'hypothèse de *fracture démographique* qui touche à la fois les espaces urbains et ruraux même dans les secteurs les plus refoulés par rapport aux autres régions du pays. Cette crise démographique touche toutefois plus les espaces ruraux que les centres urbains. A titre d'exemple, le secteur montagneux de Beni Mhemmed à Balta-Bouaouen (Jendouba) enregistre un taux de croissance annuel négatif de -4% entre 2004 et 2014. La disparité spatiale entre plaine et montagne et entre centres urbains des chefs-lieux des gouvernorats et le reste du territoire régional est bien prononcée comme l'affiche la carte de la croissance démographique (carte n°2). On peut même dégager des axes qui relient directement ces chefs-lieux à la capitale Tunis (Jendouba-Tunis ; Kef-Tunis et Siliana-Tunis). Hors ces axes, c'est la crise démographique qui l'emporte. Cette marginalisation de la montagne au profit des plaines découle d'un processus historique de ruptures d'équilibre et de complémentarité inter et intra territoriale entre régions du Nord et régions du centre des steppes et au sein même de la région du NO entre plaine et versants de montagne. Dans notre thèse (Aloui S. 2016), on a développé l'idée d'une « inversion spatiale » et de l'installation d'une recomposition du territoire à structure linéaire extravertie largement monopolisée par la capitale Tunis.

On remarque que malgré une sédentarité ancrée dans le temps, la territorialisation urbaine a de tout temps fui le milieu de la plaine pour coller aux versants. L'exemple de Bullaregia ou Chemtou (Saiidi Amor, 1980) constitue une représentation éloquente de l'urbanisation ancienne dans la région. L'urbanisation contemporaine semble cependant bien marquer une rupture après une période de troubles et de relâchement des tissus anciens et un changement profond des facteurs de territorialisation anciens pendant l'époque médiévale et moderne.

Toutefois, quatre facteurs de territorialisation semblent continuer à conditionner le peuplement et l'urbanisation dans la région du NO à savoir la terre, l'eau, les souks et le transport.

- **La territorialisation par le foncier**

Les structures agraires dans leur évolution historique ont fait côtoyer la grande exploitation et la petite avec un contraste marquant entre plaine et versants de montagne ainsi que le contraste proximité d'oueds et reste des plaines (Poncet J. 1962). Paradoxalement les noyaux des villes ont occupé des sites à valeur agricole médiocre et à fort risque d'inondabilité autour des souks hebdomadaires à caractère ruraux. A l'époque coloniale, les colons préféraient s'installer au sein de leurs fermes ou suivaient un comportement absentéiste et s'installaient dans les grandes villes coloniales comme Tunis ou Ferryville. De ce fait, ces villes locales n'ont que peu bénéficié de la présence de colons.

- **La territorialisation par les souks**

Ce sont des structures d'échange à caractères ruraux et occupent l'espace temporairement. Les communautés et sous régions rurales arrivent à organiser l'activité commerciale sur les jours de la semaine, constituant ainsi un cycle d'échange spatio-temporel qui offre une complémentarité régionale et garantit au commerce une certaine stabilité malgré la mobilité et la précarité spatiale. Ces souks sont héritiers d'une grande foire régionale qui se tenait annuellement dans la sous-région Bousdira à Bousalem (HNIA Abdelhamid .2000). Les villes contemporaines tendent à refouler ces souks vers leurs abords et de donner au service commercial plus de structures fixes et quotidiennes.

- **La territorialisation par l'eau**

Il suffit d'examiner le parcellaire à proximité de la Mejerda et ses affluents pour constater les bandes étroites de parcelle perpendiculaires aux cours d'eau, traduisant ainsi une certaine équité d'accès à l'eau, mais aussi un souci de partage du risque face à l'inondation. Les noyaux des villes actuelles ont évité les bords et berges des oueds mais en somme elles ont en majorité des sites fluviaux. La proximité immédiate de ces berges représente les extensions récentes et non le noyau urbain.

- **La territorialisation par le transport**

La fluctuation annuelle et saisonnière des régimes pluviométriques ainsi que les débits des oueds conjugués à un sol alluvionnaire impraticable lors des saisons pluvieuses ont privé la plaine d'une infrastructure routière stable et solide. L'événement marquant de l'histoire moderne de la plaine était l'installation du chemin de fer depuis 1876, parcourant le long de la plaine et liant la Tunisie à sa frontière algérienne. Les travaux de construction ont fait recours à l'exploitation des pierres des vestiges romains dans la plaine ce qui aurait effacé les traces historiques des tentatives de mise en valeur (routière et hydro agricole). Les stations vont lier les souks entre eux et empiéter sur les terres privées en élargissant un domaine public qui va devenir par la suite le noyau des villes coloniales émergentes. Il faut signaler que les souks restés à la marge du chemin de fer n'ont pas connu le même sort, ce qui marque cet effet territorialisant du système de transport colonial. L'ingénierie coloniale va donner des solutions pour la jonction urbaine entre ces souks en construisant des ponts métalliques au début de la colonisation puis bétonnés (à partir de 1910) sur la Medjerda et ses affluents.

Une **organisation spatiale linéaire va se renforcer en rapport avec un système économique et administratif de ponction et de drainage de la richesse** (Saidi Amor 1980). Cette linéarité spatiale va conditionner l'évolution de l'armature urbaine régionale et façonner la morphologie de la ville et son paysage. Ces villes restent linéaires et dépourvues de vrais centres dynamiques capables de recentrer la ville sur elle-même et de rayonner sur son environnement rural et régional. L'évolution actuelle des villes du NO dépend moins d'une diversification économique génératrice de richesse, que de la

fonction administrative de contrôle et de services marchands. Une citoyenneté et une urbanité se confirment et côtoient la ruralité sans accumulation réelle. L'épargne des ménages est véhiculée en consommation sociale ou en investissement hors région, et c'est ce qui constitue pour la région une vraie hémorragie de valeurs.

La linéarité de l'organisation de l'espace au NO sanctionne l'interconnexion territoriale et génère l'enclavement et la marginalisation des zones qui éprouvent du mal à se connecter aux réseaux d'échanges. La faiblesse des infrastructures dans les zones frontalières et montagnardes est souvent liée aux reliefs accidentés ou aux caprices du climat et au manque de moyens consentis pour l'équipement ou la maintenance. Pourtant le discours sur les marges reste imbibé de stigmatisme et de méconnaissance de la réalité des lieux. Parfois, la précarité des infrastructures dépend moins des moyens consentis que des problèmes récurrents dans la détérioration rapide de ces infrastructures, comme les glissements de terrain et les solutions techniques inappropriées. L'enclavement dans les marges du NO reste un problème tant décrits mais peu étudié dans sa multi-dimensionnalité et en rapport avec la mobilité de la population. Les interventions prennent souvent un caractère d'assistance sociale et sont peu soucieuses des fonctions économiques et environnementales.

Conclusion

La marginalité spatiale et régionale de la région du NO est attestée à travers plusieurs indicateurs socioéconomiques. En matière économique, la région est confinée à une vocation agricole impactée par une charge sociale et modernisée partiellement sans assurer de vraies conversions durables et capitalistiques. Le faible apport des autres secteurs économiques et l'immensité de l'informel laisse penser à une certaine « division nationale de travail » à l'instar de la division internationale du travail. Une situation qui perpétue les inégalités à des seuils inadmissibles et compromet les efforts de développement régional. Le mal développement de la région peut être interprété moins comme un retard rattrapable que le résultat direct d'une réalité structurelle de détérioration des termes d'échanges régionaux et de rapports inégalitaires centre/périphérie générateur de marginalité structurelle.

Pourtant, la région ne manque pas de ressources naturelles et humaines et de potentiel de développement local. Les solutions proposées en matière d'économie sociale et solidaire et de développement territoriale avec l'attribution des AOC (Appellation d'Origine Contrôlée) sont contournées par des réseaux marchands exogènes, d'autant plus, très sélectif en matière de sites concernés. Des pistes envisageables de « démarginalisation » peuvent combiner la valorisation locale des ressources, la fluidité de la mobilité comme avatar à la « fixation » de la population, la durabilité et la résilience de l'environnement et la stimulation de la compétitivité territoriale avec la reconnaissance de la rente territoriale (une labellisation) dans des filières comme celle du lait. C'est surtout une révision totale de la manière dont est perçue la marginalité régionale du NO et celles des régions de l'intérieur qui s'avère indispensable dans une nouvelle optique d'équité territoriale.

Bibliographie

- Alou S., *Irrigation et territoire : les enjeux de l'aménagement hydro agricole moderne dans la plaine de Jendouba au Nord-ouest de la Tunisie*. Thèse de géographie soutenue à la FLSHS Sfax Novembre, 2016, 350p.
- Belhedi A., *La fracture territoriale*, Wassiti éditions Tunis, 2012.
- Elloumi M., *Tunisie : Agriculture le développement compromis*, Editions Nirvana, Tunis, 2018, 84p.
- Gammar A- M., « Dynamiques rurales et conservation forestière dans le Nord de la Tunisie » in *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 107-3 | 2019.
- Hanafi A. (ed), *Les espaces difficiles en Méditerranée : Approches géographiques*, Actes du 9ème colloque du département de géographie. Fac. des Lettres des Arts et des humanités de Manouba , 2021 , 456p.
- Hamed Ch., « Au-delà de l'exception tunisienne : les failles et les risques du processus révolutionnaire », In [*Pouvoirs* 2016/1 \(N° 156\)](#), 2016 , pp. 137 à 147.
- Hanin M., « Sociologie des marges au temps du Coronavirus : Peurs, précarités et attentes », In *Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux*, Tunis, 2020.
- Institut National de la Statistique (INS) et BM, *Carte de la pauvreté en Tunisie*. Tunis, 2020, 111p.
- INS, *Estimation du produit intérieur brut au niveau des grandes régions : principales régions*. Tunis, 2021, 15p.
- INS, *Recensement Générale de la Population et du Logement (RGPH) 2004 et 2014*.
- ODNO, *La région du NO en chiffres*, 2018.

- Rebaï N., "Les territoires ruraux de montagne en Tunisie, entre marginalisation et perspectives de transition. Éléments d'analyse depuis le Jbel Bargou", *Cybergéographie - European Journal of Geography*, Document 1011. DOI : 10.4000/cybergeographie.38728. 2022.
- Sajaloli B. et Gresillon E., « Les marges, une géographie plastique des territoires humains », In *L'information géographique* I/Vol 82, 2018 , pp 192-142.
- Sandron F. et Gastineau B., *Fécondité et pauvreté en Kroumirie (Tunisie)*, L'Harmattan, Paris, 2002, 187p.
- Tallon H., « D'une marge à l'autre, regard sur la pluriactivité dans les espaces ruraux ». Dans José-Angel Calderon, Lise Demailly et Severin Muller (Dir.), *Aux marges du travail*. Toulouse, Octarès éditions, 2016, pp.199-210
- Tizaoui H., *Pour un nouveau paradigme du développement régional en Tunisie, Pas de développement régional sans industrie (étude de géographie économique et sociale)*, Arabesque éditions. Tunis, 2020.
- Vant A. (dir.), *Marginalité sociale, marginalité spatiale*, Paris, Éditions du CNRS, 1986, 265 p.